

LESBIENNES REBELLES DE LA COLOMBIE

#SOSColombia

ILS NOUS TUENT

COMMUNIQUÉ À L'OPINION PUBLIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE

6 Mai 2021

Nous sommes des lesbiennes féministes de la Colombie et avec inquiétude, douleur et indignation, nous voulons dénoncer devant les yeux de l'Amérique latine et du monde le massacre de notre peuple. Aujourd'hui, nous élevons notre voix contre les mesures néolibérales et nécropolitiques d'un État négligent et meurtrier qui, du gouvernement actuel d'Iván Duque et du parti du Centre démocratique (dirigé par l'ex-président Álvaro Uribe Vélez, celui que nous considérons comme le plus grand génocidaire du peuple colombien), compte continuer à enrichir les plus riches et à appauvrir et assassiner les plus pauvres.

Depuis le mercredi 28 avril 2021, il y a eu un grand soulèvement populaire qui a envahi les rues de la Colombie depuis ses différents secteurs. La motivation initiale était de renverser la dernière réforme fiscale du gouvernement Duque, par laquelle on cherchait que les secteurs les plus touchés actuellement par la pandémie assument de leurs économies précaires le déficit budgétaire généré par la mauvaise gestion et la corruption. Néanmoins, ce pourrait également être remplacé par le budget investi dans la guerre, la réduction des salaires des magistrats, des sénateurs, des membres du Congrès, des hauts fonctionnaires, et en effectuant un contrôle politique et fiscal fort pour éliminer la corruption qui nous afflige depuis des décennies, ainsi que en percevant les justes impôts sur le grand national et les capitales internationales privées qui utilisent aujourd'hui notre main-d'œuvre et nos ressources naturelles.

La grande mobilisation au niveau national des secteurs populaires a fait que le dimanche 2 mai, le président Iván Duque a annoncé le retrait de ladite réforme et que, plus tard, le ministre des Finances Alberto Carrasquilla a toutefoits démissionné de ses fonctions. L'intention du gouvernement était que ces événements renvoyassent la population à l'apparente léthargie dans laquelle ils ont réussi à la maintenir pendant des décennies. Cependant, il est clair pour ceux d'entre nous qui connaissent l'autre ou les autres histoires de la Colombie, que ce peuple n'a pas été endormi mais a été effrayé par une oligarchie sanguinaire qui, face à une éventuelle bourgeon de transformation sociale, politique et, bien sûr, de transformation économique du pays, a réagi de la manière la plus violente, exterminant chaque personne et mouvement qui s'oppose à leurs intérêts de classe, en complicité avec les multinationales, les médias de masse, les forces militaires, les paramilitaires et les réseaux de narcotrafiquants.

Toute cette histoire de guerre dans l'un des pays les plus violents et inéquitables du monde, n'a pas éteint l'espoir de la majorité qu'en plus, est déjà fatigué de tant d'abus. Les nouvelles générations populaires ont plein de raisons de vivre dans le "No Future" et ils ont perdu leur peur parce que les conditions ne sont pas suffisantes pour résister longtemps dans un pays qui n'offre pas de garanties pour la satisfaction des besoins les plus élémentaires. Pour cette raison, et même sans savoir très bien comment réaliser collectivement ce que nous voulons dans un pays dont ses rêves ont été tant de fois tués, nous avons de nouveau manifesté contre le mauvais gouvernement de Duque le lundi 3 mai. Ce même jour le génocidaire Alvaro Uribe Vélez émet un tweet sur Twitter qui nous plonge dans une grande incertitude car il se réfère à l'attaque d'une "révolution moléculaire dissipée"; ce concept fait partie de la doctrine de la sécurité nationale et de l'"ennemi interne" où l'on suppose que toutes les personnes qui s'opposent au gouvernement et manifestent sont des guérilleros qui participent à un plan de l'extrême gauche pour déstabiliser la «démocratie».

Le pays vit de manière dure la dictature d'un gouvernement fasciste néolibéral en association avec des groupes paramilitaires et avec des forces armées endoctrinées qui voient le peuple comme leur ennemi: toute la population civile qui s'oppose à ce gouvernement est aujourd'hui une cible

militaire en Colombie.

À travers les réseaux sociaux et les médias alternatifs, on dénonce un même modus operandi par la police, l'ESMAD (Escouade anti-émeutemobile) et l'armée, en complicité avec des groupes paramilitaires sur tout le territoire national, qui utilisent des armes à feu, tanques de guerre et en plus des hélicoptères qui atterrissent dans des zones non autorisées à l'intérieur de centres villes. Ils donnent le traitement de guerre à la protestation, attaquant la population civile, blessant et assassinant des personnes non armées à bout portant. Ce sont des faits extrêmement graves qui ne peuvent être naturalisés dans un État qui se prétend démocratique comme la Colombie, dont l'histoire a montré que la démocratie n'est pas un fait mais un champ de discorde permanent. Ce sont les chiffres que nous avons des violations présumées des droits humains entre 6h00 heures du matin le 28 avril et 10h00 heures le 6 mai. En Colombie, 1728 cas de violence par la force publique se sont produits au niveau national, parmi lesquels les suivants ont été identifiés:

- ❖ 37 victimes de violences homicides.
- ❖ 11 victimes de violences sexuelles.
- ❖ 234 victimes de violences physiques.
- ❖ 98 cas de tirs d'armes à feu.
- ❖ 26 victimes d'attaques oculaires.
- ❖ 934 arrestations arbitraires contre des manifestants.
- ❖ 341 interventions violentes dans le cadre de manifestations pacifiques.
- ❖ On a des informations sur 379 disparitions au cours des journées de protestation.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues des villes et des zones rurales de Colombie est clairement du terrorisme d'État pour arrêter la mobilisation sociale généralisée dans le pays, né de la non-conformité face à tant d'années de négligence et de violence de l'État, d'injustice et d'iniquité. Le massacre en Colombie ne s'est pas arrêté depuis des décennies: les accords de paix n'ont pas été implémentés; la santé, même en cas de pandémie, continue d'être un business pour un État néolibéral; la misère a augmenté avec la crise économique engendrée par la pandémie et bien qu'un revenu de base ait été réclamé, cela n'a pas été possible; les dirigeants sociaux continuent d'être assassinés chaque jour; les peuples et communautés autochtones et afro-descendants sont menacés chaque jour par la force militaire et les groupes narco-paramilitaires qui sévissent sur leurs territoires; la violence à l'égard des femmes s'est aggravée, nous conduisant à une urgence nationale due aux femicides; la violence hétérocisnormative contre les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les personnes trans est également approuvée par les politiciens qui servent les groupes contre les droites et d'extrême droite, dont beaucoup appartiennent à des groupes religieux de différents courants. La guerre devient aujourd'hui plus visible dans les grandes villes lorsque la population civile urbaine protestataire est attaquée. Nous ne pouvons pas oublier que la Colombie saigne depuis des années dans les campagnes et dans les villes; aujourd'hui la violence s'intensifie à des niveaux alarmants.³

En tant que lesbiennes féministes, militantes et membres de différentes organisations lesbiennes de la Colombie, nous crions à l'unisson et avec véhémence: ¡Gouvernement du Duque et l'Uribisme: arrêtez le massacre, les messages haineux et la manipulation de l'information! ¡Nous exigeons du respect et des garanties pour l'exercice de la protestation sociale, où le souci de la vie est au centre! ¡Justice pour les manifestants assassinés et violés lors des récentes manifestations!

Nous appelons la communauté et les organisations internationales à prendre des mesures catégoriques qui obligent le gouvernement d'Iván Duque à se conformer aux accords et protocoles internationaux que l'État colombien a signés pour la défense des droits de l'homme, dans le cadre du droit international humanitaire - DIH. ¡S.O.S. Colombie!

En pleine conscience du droit légitime de manifester et du fait que rien ne justifie le recours disproportionné à la force de l'État contre les civils, nous demandons en tout cas à notre peuple sur le territoire colombien de prendre conscience de ses propres soins de leur vies; c'est pourquoi nous nous ajoutons à ce qui a été dit par différentes organisations qui ont recommandé de ne pas organiser ou participer à des manifestations après 18h00, car il a été prouvé que les cas les plus

graves de violations des droits humaines contre des manifestants se sont produits dans la nuit.

Merci de contribuer à diffuser de toute urgence, par tous les moyens de communication possibles, cette déclaration et les plaintes qui circulent. Nous avons besoin de beaucoup de regards sur la Colombie depuis Abya Yala -Amérique latine, les Caraïbes- et le monde pour faire pression sur l'État et ainsi arrêter ce bain de sang, car hier et aujourd'hui ils continuent de nous tuer.

Lesbiennes contre la guerre, lesbiennes contre le capital, lesbiennes contre le machisme, contre le fascisme, contre le terrorisme néolibéral!

Si les gens descendent dans la rue pour marcher au milieu d'une pandémie, c'est parce que le gouvernement est pire que le virus!

VIVE LA GRÈVE NATIONAL!